

Giuseppe Galasso

La nation européenne

Il y a désormais cinquante ans, Denis de Rougemont écrivait une introduction au livre très intéressant de Max Beloff, *Europe and the Europeans. An International Discussion* (Chatto and Windus, London 1957). Ce volume était en fait un rapport demandé par le Conseil de l'Europe, à la suite d'une table ronde que ce dernier avait organisée et qui avait suscité une série d'études et de recherches, dont Beloff exposait les résultats. Parmi les autres affirmations de Rougemont, il y en avait une tout à fait élémentaire, voire même banale, mais frappante et efficace aujourd'hui encore, après tant de progrès de l'unité européenne. Il y a des gens – disait Rougemont – qui soulignent et exaltent de toutes manières l'universalité de l'Europe, de sa civilisation et de sa culture face à toutes les autres parties du monde, et qui affirment l'impossibilité de tracer une ligne nette de division entre ce qui est européen et ce qui ne l'est pas dans le domaine des valeurs universelles qui caractérisent le patrimoine, le problèmes et la condition de l'humanité. Mais ces mêmes personnes et d'autres encore parlaient aussi des diversités entre les peuples et les nations européennes, en les jugeant inconciliables entre elles. Une forte raison, donc, de réfléchir – alors – sur les conditions de l'unité européenne, sur son extrême difficulté par rapport à ces diversités, sur les obstacles insurmontables qu'elles opposaient à l'unité de l'Europe. D'où – en conclusion – une raison forte qui rendait impossible ou très problématique l'unité européenne. Rougemont faisait donc relever la contradiction entre l'exaltation simultanée de l'universalité de l'Europe et ses divisions et différences intérieures, la singularité et l'unicité historique et structurale de l'Europe et de son expérience. Ce qui vaut – remarquait-il – pour le rapport entre l'Europe et, par exemple, le monde chinois, ne vaudrait pas pour le rapport entre l'Europe scandinave et l'Europe balcanique, entre la France et la Russie ou entre l'Allemagne et l'Italie.

Ce n'est pas le lieu, ici, de discuter *ex professo* ces affirmations de Rougemont. On peut, toutefois, ajouter que les gens qui voyaient dans les caractères spécifiques et singuliers des peuples européens une forte raison de négation et un obstacle insurmontable à l'unité de l'Europe parlaient également des coûts que l'unité aurait comportés, ainsi que du risque de perdre, dans l'unité et pour l'unité, le trésor constitué par la richesse et l'importance des traditions culturelles des peuples et des nations européennes. Cette évaluation présupposait, naturellement, une considération très positive de l'histoire des traditions nationales et ethniques des peuples européens, de leur histoire culturelle et civile, de leur caractère irremplaçable dans le cadre européen et au-delà de ce cadre, de la signification universelle de leur patrimoine culturel et moral. Ce raisonnement, en effet, donne au pluralisme de l'expérience européenne – c'est-à-dire à l'un des traits les plus éminents de cette expérience – toute l'attention souhaitable et opportune; et il touche, sans doute, un point sur lequel la sensibilité la plus diffuse dans le monde et dans la culture de l'Europe continue d'être très vive, très susceptible; de représenter l'objet et le contenu – si on peut dire – de convictions, d'un orgueil, de sentiments que personne ne peut éviter ou se refuser de prendre en considération à sa juste valeur et dans la mesure due.

Bref, tout nous pousse à penser qu'encore dans les premières années du XXI^{me} siècle, les nations et les États nationaux constituent une dimension fondamentale de la réalité européenne, et que l'appartenance nationale reste toujours la base de la conscience politique et civile, culturelle et publique des peuples de l'Europe. Quelle est, alors, la possibilité réelle de parler, vu cet état de choses, d'une Europe unie au point de vue d'un sentiment concret et diffus d'appartenance des peuples qui constituent l'Union européenne, une Union qui compte désormais vingt-cinq pays? Est-il possible de penser que l'Union aura sur ce plan, dans un avenir proche, une consistance égale, si non supérieure, à celle des États nationaux mêmes dont elle vient prendre la place? Parlerons-nous d'une "nation européenne" au même titre auquel nous parlons aujourd'hui de la nation française, italienne, allemande ou de tout autre de l'Europe actuelle? Et nous insistons que nous nous référons au plan que l'on

indique en italien comme le plan éthico-politique: à savoir le plan où la vie morale et la vie politique se rencontrent et opèrent comme l'unité solidaire et indivisible d'une identité profonde, qui est la base indispensable et naturelle du sens de l'appartenance. Par ailleurs, nous ne voulons pas dire que l'identité et l'appartenance sont la même chose. Il est vrai, à notre avis, qu'il peut y avoir identité sans appartenance, alors qu'au contraire il ne peut y avoir appartenance sans identité; que l'appartenance est, concrètement, la reconnaissance, l'acceptation, et la profession explicite d'une identité.

Y a-t-il aujourd'hui une identité européenne reconnue, acceptée, professée, que se traduit en appartenance évidente et indiscutable? Le scepticisme qui domine à cet égard semble bien fondé et se lie à la considération que nous avons déjà avancée, selon laquelle le sentiment national est encore le sentiment politique dominant en Europe. Mais, à ce point, il faut certainement se demander aussi de quel genre ou type doit être ou peut être le sentiment politique auquel sera confiée la solidité de l'édifice européen en construction, le sentiment qui formera le tissu connectif de l'État fédéral européen tel qu'on peut le deviner dans les phases encore initiales de sa formation.

Le problème est d'abord de voir si un nouveau sentiment national européen viendra s'associer à ces sentiments nationaux et si, et en quelle mesure, il sera plus fort et dominant. L'État national a représenté une des grandes créations de l'esprit politique européen. Peut-être seulement la *polis*, la ville-état du monde gréco-romain a-t-elle eu une telle force d'agrégation, une telle capacité de fonder une identité et de déterminer une pareille base d'appartenance. Les polémiques que, dès ses débuts, l'État national a soulevées en raison des risques qu'il a présentés de nationalisme aveugle, refermé sur lui-même, impérialiste, exclusif (jusqu'à la limite du racisme, et bien au-delà des limites de celui-ci), guerrier (source perpétuelle de guerres justes aussi bien qu'injustes et odieuses), ne touchent en rien à la grandeur et à la profonde signification historique de la nation et de l'État national européen. Tout le monde sait que l'Europe a inventé et élaboré d'autres grandes idées et valeurs politiques, notamment la liberté et la démocratie. Mais, ces idées et valeurs aussi ont dû

reconnaître la force du sentiment et du principe national, son rôle incontournable comme condition préliminaire d'une vie politique moderne, et comme garantie de ses fondements et de sa capacité de durée. L'éminent historien anglais Namier affirmait que la liberté aussi est établie et repose plus sûrement si elle est placée dans le cadre de nationalité: et il avait certainement raison. Cela semble impliquer la conséquence qu'à l'Europe naissante de l'Union les valeurs du libéralisme et de la démocratie puissent ne pas suffire: ces valeurs qui ont formé et forment la partie la plus originale et constitutive de son patrimoine idéal, moral, civil; la partie qui, en général, au niveau de l'Union dans son ensemble et, spécifiquement, dans chacun des divers pays qui la composent, est reconnue comme la partie la plus précieuse, la plus importante dans la logique de l'Union elle-même. Et cela, à tel point que dans certains pays l'adhésion à l'Union a été conçue comme une garantie de sauvegarde de la liberté et de la démocratie chez soi. Union européenne, donc, en tant que liberté et démocratie, et, à la fois, comme un autre élément, un autre principe, une valeur à côté des deux autres généralement reconnues et acceptées. Par ailleurs, on le comprend très bien. On comprend bien que la liberté et la démocratie ne suffisent pas à constituer, bien qu'indispensables et irremplaçable, la base éthico-politique de l'Union. Il s'agit de principes et de valeurs heureusement partagés et participés par beaucoup d'autres pays en dehors de l'Europe, et avant tout par le grand ensemble des pays anglo-saxons, les USA en tête, et puis le Canada, l'Australie, la Nouvelle Zélande. Plus encore: on espère que la liberté et la démocratie étendent leur présence dans le monde contemporain, on fait des guerres pour les exporter ou pour les assurer dans tel pays ou dans tel autre. Mais tout cela est loin de signifier que tous les pays du monde forment une seule réalité identique. Au contraire, on pense justement que chaque pays possède quelque chose, a un caractère ou un autre qui constitue son identité spécifique. Tout en étant islamiques, la Syrie ne se confondrait pas avec l'Egypte (tant et si bien que la République Arabe Unie qu'ils ont formée il y a quelques décennies n'a jamais acquis de consistance unitaire), le Maroc avec l'Algérie ou la Tunisie (les tentatives de fédérer le Maghreb ont toujours échoué), l'Irak avec la Syrie (malgré la

solidarité du parti Bath qui les régit longtemps par le passé), l'Iran avec l'Afghanistan, le Pakistan et le Bangla-Desh. Il y a quelque chose de plus radical et de plus puissant que la religion (et qu'une religion "forte" telle l'Islam) qui les rend uniques et non susceptibles d'une unification politique. La Ligue Arabe non plus n'a jamais abouti à une quelque forme, encore que très, très légère, d'unité politique.

A la lumière de ces considérations, la formation de l'Union européenne représente, indubitablement, un succès sans précédents. Par une voie absolument pacifique, vingt-cinq pays – après des siècles et des siècles de guerres et de luttes continues, de divisions et d'oppositions réciproques – se sont réunies dans la même formation politique, et cette formation constitue l'un des espaces majeurs (du point de vue politique, économique, culturel, de la science, de la technologie, des instruments matériels) du monde contemporain. Les potentialités de cet espace semblent énormes. Tout le monde a perçu la formation de l'Union comme l'apparition d'un nouveau "Grand", d'une nouvelle grande puissance, sur la scène de la politique mondiale.

La surprise des dernières années a été, en fait, que ce géant n'a pas acquis dans la politique et dans l'économie mondiale le poids qui en était attendu. Mais on sait bien que, si cette attente n'a pas été satisfaite, on le doit justement à la faible réalisation du grand projet de l'unité européenne. L'idée de l'unité a été – comme il arrive souvent – supérieure à la réalité. Dans le cas actuel de l'Europe on peut le constater facilement. Et il en est ainsi certainement aussi quant au déficit que l'Union fait enregistrer eu égard à son fondement éthico-politique, à savoir au degré de sa cohésion morale et de sa dimension sur le plan de ce que nous avons appelé son sentiment national européen possible ou éventuel, et que l'on pourrait également appeler la "constitution morale" de l'Europe.

Mais, justement: une nation ou une autre chose? et quoi d'autre?

Le point de départ de cette question est aujourd'hui encore le même qu'évoquait précocement Julien Benda en 1946, à l'occasion de la première des *Rencontres Internationales de Genève*: "L'Europe – disait-il – ou plus exactement une conscience

de l'Europe par-dessus la diversité de ses parties, n'a jamais existé, comme il existe une conscience des États-Unis par-dessus la diversité des quarante-huit États, une conscience helvétique par-dessus celle des vingt-deux cantons; en d'autres termes, si nous voulons mettre au jour un esprit européen, une conscience européenne, nous n'aurons pas à nous appuyer sur quelque chose qui exista, ne serait que momentanément assoupi e ne demanderait qu'à renaître, nous aurons tout à faire".

Toutefois, cette formulation est excessive. On ne saurait, en effet, y répondre si on la réfère au futur, alors qu'elle n'est pas entièrement justifiée si on la réfère au passé. Une conscience européenne n'a jamais existé, selon Benda, ni au point de vue politique, ni au point de vue spirituel. Mais, ce n'est pas vrai. Au point de vue de la culture et, plus en général, de l'esprit, on trouve une conscience européenne dès le Moyen-âge. On ne saurait penser à certaines phases de l'histoire européenne, telles que la Renaissance, l'âge du Baroque, le siècle des Lumières ou l'époque du Romantisme, sans penser en même temps à l'échelle européenne à laquelle ils se développent. Et nous savons tous qu'aucun écrivain n'écrit exclusivement pour le public de sa langue nationale, que le rêve de chaque écrivain d'Europe est d'être connu et lu par un public européen. Cela jusqu'au début du XX^{me} siècle, car après la scène culturelle s'est rapidement et considérablement élargie. Au-delà de l'aspect culturel, on ne peut pas ignorer que l'espace européen est devenu jadis un espace chrétien; que dans cet espace le latin a constitué pendant des siècles une langue commune, non seulement de la vie religieuse, mais encore de la vie universitaire, des livres, des sciences humaines et des sciences physiques et mathématiques, de la diplomatie et du droit; qu'une conscience politique de l'espace européen s'est exprimée également, pendant des siècles, jusqu'à la définition d'un droit public européen et à la pratique du "concert" des puissances européennes comme un niveau reconnu pour traiter les affaires internationales.

On ne saurait donc pas être d'accord avec Benda, quand il affirme qu' "une conscience de l'Europe n'a jamais existé chez le Européens"; et que du point de vue politique la volonté de l'Europe fut exclusivement nationaliste. Il reconnaît d'ailleurs

lui-même qu'il y a dans l'histoire européenne toute une série de moments et d'éléments communs. Mais, quand il affirme qu'il n'y a en Europe rien de pareil au sentiment national d'États fédéraux tels que les États-Unis ou la Suisse, Benda à certainement raison. Quand il affirme qu'il n'y a pas de conscience européenne, d'esprit européen de force et d'impact, actuellement, il a encore raison. Et, par conséquent, il a également raison lorsqu'il dit qu'une telle conscience, qu'un tel esprit sont des réalités, des remparts à construire pour parvenir à une réalisation concrète de l'Europe politique, un *condendum*, non un *conditum*. Nous revenons ainsi au problème énoncé tantôt: l'Europe une nation ou une autre chose? et quoi d'autre?. La comparaison avec les États-Unis et la Suisse ne peut pas être poussée au-delà d'une certaine limite. Les États européens qui vont se fédérer ont une consistance historique et culturelle d'une densité que les États de l'Union américaine sont loin de posséder. Les Cantons suisses sont des formations minuscules face à des géants historiques tels que la France ou l'Italie, l'Espagne ou l'Allemagne (il ne s'agit pas, bien entendu, d'une question de dignité historique). Et, toutefois, seulement quand il y aura quelque chose de supérieur au sentiment national relatif à chaque État européen, quand il y aura en Europe un *quid* analogue au sentiment super-étatique qui caractérise les États-Unis, analogue au sentiment super-cantonal qui caractérise la Confédération Helvétique, seulement alors il y aura la certitude qu'une Europe politique sera effectivement née sur un plan politique totalement différent de celui des accords économiques et juridiques.

La persistance des structures mentales et spirituelles s'annonce, donc, comme un niveau des plus problématiques et difficiles aussi pour la construction d'une Europe politique réellement et profondément unie; et, peut-être, s'agit-il précisément du niveau le plus problématique et difficile de tous.

Cette question bien fondée a porté souvent à un *euroscpticisme*, comme on dit, qui, quoique compréhensible, ne saurait être partagé. On sait bien, par ailleurs, et on comprend facilement qu'il ne s'agit pas toujours d'un authentique scepticisme. Il s'agit seulement d'un doute méthodique sur la possibilité de construire une Europe

unie, douée de forces et capacités suffisantes d'action politique et de pratique gouvernementale, de personnalité et d'efficacité sur le plan diplomatique et militaire, sur lequel se joue la partie de la grande politique internationale. En d'autres termes, les eurosceptiques ne sont pas toujours des adversaires ou des négateurs de l'unité européenne. Ils sont fort souvent de bons européens, nourris d'un sens pleinement européen des valeurs et des principes de la vie civile. Leur scepticisme se borne aux secteurs pratiques de l'existence étatique d'une Europe fédérée. Un cas très intéressant et représentatif d'euroscepticisme est, par exemple, celui de Ralph Dahrendorf, qui parle d'une *Europe faible*, comme de la seule possibilité de réaliser un État fédéral européen susceptible d'avoir du succès, de parvenir à une réussite effective dans l'horizon concret de la réalité européenne. *Faible*: c'est-à-dire vouée à une forme très légère d'union étatique, avec des autorités centrales douées du moindre pouvoir possible et qui laissent à l'autonomie des pays fédérés le plus d'espace possible. Dans l'introduction à la deuxième édition de ma *Storia d'Europa* (Bari, Laterza, 2001), je me suis opposé à cette thèse. Je me suis demandé en quoi une Europe faible différerait d'un simple *Zollverein* ou *Free-Trade Area* ou union douanière; en quoi une telle Europe pourrait jouer un rôle de grande puissance sur la scène internationale. Je me rends entièrement compte des difficultés et des problèmes d'où procèdent les doutes de Dahrendorf; mais je pense également que sa réponse à la question est insatisfaisante et inacceptable. Je préfère parler d'une *Europe lente*, c'est-à-dire d'une Europe qui réalise dans un temps très étendu le but d'une union forte, solide, durable. Peut-être la lenteur est-elle la clef décisive de la réussite de l'Union européenne, à savoir une réussite qui ne soit pas minimaliste et, surtout, qui ne soit pas minimaliste par programme, par vocation, par conviction. A certains moments particuliers de l'histoire, l'accélération des processus historiques est un élément en même temps décisif, inévitable et spontané, une donnée objective autant qu'une impulsion subjective du processus en question.

Mais l'accélération n'est pas une règle historique plus que ne l'est la lenteur. L'accélération tentée au début des années '50 avec la Communauté Européenne de

Défense rompit le rythme de ce que l' on appelait alors l'intégration européenne; tant et si bien qu'il fallut recommencer à nouveau, cette fois avec la Communauté Économique et le Marché Commun. Au contraire, la marche graduelle, lente et prudente de la Communauté et du Marché on produit des effets fortement positifs et l'intégration économique est encore aujourd'hui la partie la plus réussie et la mieux consolidée de la construction européenne. Et si une approche de ce genre s'est révélée utile dans un secteur immédiat et pratique tel que l'économie, on peut légitimement penser qu'elle le sera d'autant plus sur un plan encore plus complexe et problématique, comme celui du sentiment politique, du fondement moral, de la conscience partagée par une grande communauté humaine, historique, civile, telle que l'Europe. Les dernières phases de l'unification européenne ont été inspirées par la volonté d'accélérer le processus en cours, et cela à donné et continue de donner, malgré les grands résultats obtenus, l'impression d'une manière forcée de conduire les affaires de Union. Mais, ce qui est ou peut être bon et utile dans un domaine, pourrait ne pas l'être également dans un autre. Les questions et les problèmes de la vie morale ne sont pas les mêmes que les questions et les problèmes de la vie économique et ne peuvent être réglés de la même façon. *Habent omnia tempus*. Dans la vie de l'esprit, les phases de lente accumulation et de sédimentation sont la prémisses indispensable de toute révolution culturelle. C'est ce dont tout les souteneurs d'une révolution continue ou, du moins, fréquente, devraient toujours se rappeler. Une Europe lente sera en toute probabilité l'Europe la plus solide que nous puissions construire. Europe-nation ou autre chose? Nous ne le savons pas. C'est là, précisément, le noyau du problème à résoudre; et la solution n'est pas visiblement prédéterminée: elle sera, comme toujours, le fruit de la liberté créatrice des hommes d'aujourd'hui et de demain, citoyens et partisans de l'Union.